

N° 110 - JUIN 2008

TRIMESTRIEL

POLITIQUE AFRICAINE

*L'Angola dans la paix.
Autoritarisme et reconversions*

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris



SciencesPo.

CERI / CNRS

Centre d'études et de recherches internationales



CENTRE D'ÉTUDE
D'AFRIQUE NOIRE



CEMAf
CENTRE D'ÉTUDES
DES MONDES AFRICAINS

POLITIQUE AFRICAINE

RÉDACTION

Centre d'étude d'Afrique noire - Institut d'études politiques de Bordeaux
Domaine universitaire

11, allée Ausone - 33607 Pessac cedex

Tél. : 05 56 84 82 28 Fax : 05 56 84 68 44

e-mail politique-africaine@sciencespobordeaux.fr

site Internet www.politique-africaine.com

La Revue des livres continue d'être éditée au secrétariat parisien de la revue.
Les livres pour compte rendu doivent être envoyés à l'adresse suivante :
Politique africaine, CEMAf, 9 rue Malher, 75004 Paris.

Directeur de la publication Richard Banégas

Rédacteur en chef Vincent Foucher

Rédactrice en chef adjointe Christine Deslaurier

Comité de lecture Francis Akindès, Pierre-Antoine Braud, Myriam Catusse, Dominique Malaquais, Julien Meimon, Kathryn Nwajaku, Thomas Osmond, Didier Péclard, Marie-Emmanuelle Pommerolle

Rédaction Tarik Dahou, Jean-Hervé Jézéquel, Frédéric Le Marcis, Sandrine Perrot

Secrétaires de rédaction Marie-Françoise Palueau, Jacqueline Vivès

Assistante de rédaction Sylvie Causse-Fowler

La revue *POLITIQUE AFRICAINE* est publiée par l'Association des chercheurs de politique africaine (président Richard Banégas ; trésorière Céline Thiriot). Avec le soutien du Centre d'études et de recherches internationales (Ceri, Fondation nationale des Sciences politiques), du Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN, IEP de Bordeaux), du Cemaf «Centre d'étude des mondes africains» (CNRS, Université Paris 1, Université de Provence, EPHE) et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Avec le concours du Centre national de la recherche scientifique et du Centre national du livre.

POLITIQUE AFRICAINE est une revue à comité de lecture. Elle évalue aussi les textes rédigés en anglais, en espagnol et en portugais. Les opinions émises n'engagent que leurs auteurs. La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont confiés et se réserve le droit de modifier les articles pour des raisons éditoriales.

ÉDITION, VENTES ET ABONNEMENTS

Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

Tél. : 01 43 31 15 59 Fax : 01 45 35 27 05

e-mail karthala@wanadoo.fr **site Internet** www.karthala.com

Bulletin d'abonnement et bon de commande en fin d'ouvrage

Prix au numéro : 19 €

Commission paritaire n° 0509 T 84879

© Éditions KARTHALA, 2008

Conception graphique Ghislaine Garcin

ILLUSTRATION DE COUVERTURE : L'IMMEUBLE FLAMBANT NEUF DE LA COMPAGNIE PÉTRO-LIÈRE SONANGOL TOISE LE CENTRE HISTORIQUE DE LUANDA © LEANDRO LOPES, 2008.

■ LE DOSSIER

L'Angola dans la paix. Autoritarisme et reconversions

- 5 **LES CHEMINS DE LA « RECONVERSION AUTORITAIRE » EN ANGOLA**
Didier Péclard
- 21 **DU PALAIS AUX BANQUES : LA REPRODUCTION ÉLARGIE DU CAPITAL
INDIGÈNE EN ANGOLA**
Olivier Vallée
- 47 **L'UNITA À LA RECHERCHE DE « SON PEUPLE ». CARNETS D'UNE NON-
CAMPAGNE SUR LE PLANALTO**
Justin Pearce
- 65 **ENTRE ÉCONOMIE RENTIÈRE ET VIOLENCE POLITICO-MILITAIRE :
LA QUESTION CABINDAISE ET LE PROCESSUS DE PAIX ANGOLAIS**
Jean-Michel Mabeko-Tali
- 84 **LA GUERRE DANS LA PAIX. ETHNICITÉ ET ANGOLANITÉ DANS L'ÉGLISE
KIMBANGUISTE DE LUANDA**
Ramon Sarró, Ruy Blanes et Fátima Viegas
- 102 **AU-DELÀ DU PÉTRO-MILITARISME : LA STRATÉGIE EXTÉRIEURE
ANGOLAISE D'APRÈS-GUERRE**
Philippe Le Billon, Alex Vines et Assis Malaquias
- 123 ■ PISTES DE RECHERCHE
**HÉGÉMONIE ET COERCITION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. LA
« POLITIQUE DE LA CHICOTTE »**
Jean-François Bayart
- 153 ■ MAGAZINE
**RICE FARMING INTENSIFICATION AND POLITICAL ENTERPRISE IN
NORTHERN MALI**
Aurélien Mauxion
- 171 ■ LECTURES
AUTOUR D'UN LIVRE. *Kinshasa. Tales of the Invisible City*, de Filip De
Boeck et Marie-Françoise Plissart, commenté par Laurent
Fourchard, M. Anne Pitcher et Martin J. Murray, et Cédric Vincent
- 190 **CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE. « Angola : plongées dans une mer
d'encre », par René Pélissier**
- 195 **LA REVUE DES LIVRES**
- 207 **LA REVUE DES REVUES**
- 212 **ABSTRACTS**

LE DOSSIER

5

L'Angola dans la paix.

Autoritarisme et reconversions

COORDONNÉ PAR DIDIER PÉCLARD

INTRODUCTION AU THÈME

LES CHEMINS DE LA

« RECONVERSION AUTORITAIRE »

EN ANGOLA

En avril 2002, après 27 années de guerre civile, l'Angola est « entré en paix »¹. Le 22 février 2002, au terme de ce que Christine Messiant appelait ironiquement une « "petite guerre" dans "l'endroit le plus excitant du monde" »², Jonas Savimbi, fondateur et chef historique de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), était tué dans une embuscade à l'est du pays. Rapidement, l'Unita, isolée sur la scène internationale, décimée par l'offensive des Forces armées angolaises (FAA) menée depuis 1999³, n'a d'autre choix que de reconnaître sa défaite militaire, déposer les armes et

1. Didier Péclard et l'ensemble de la rédaction de *Politique africaine* dédient ce dossier à la mémoire de Christine Messiant, décédée le 3 janvier 2006, et dont le travail a largement nourri l'élaboration du présent projet. On trouvera donc dans les pages qui suivent de nombreuses références à ses publications. Pour une bibliographie complète, voir M. Agjer et R. Bazenguissa, « Christine Messiant (1947-2006) », *Cahiers d'études africaines*, n° 181, 2006. Pour une présentation de ses travaux et pour une mise en perspective « biobibliographique », voir respectivement l'introduction de Brigitte Lachartre et la postface de Michel Cahen dans la collection d'articles de Christine Messiant qu'ils viennent de réunir et d'éditer : C. Messiant, *L'Angola postcolonial. 1. Guerre et paix sans démocratisation*, Paris, Karthala, 2008, et *L'Angola postcolonial. 2. Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Karthala, 2008.

2. C. Messiant, « Angola : une "victoire sans fin" ? Une "petite guerre" dans "l'endroit le plus excitant au monde" », *Politique africaine*, n° 81, mars 2001, p. 143-161.

3. Sur ces trois années de guerre, voir le témoignage d'Alcides Sakala, actuel président du groupe parlementaire de l'Unita et qui, en visite au centre de l'Angola en 1999, a dû suivre l'Unita dans sa fuite jusqu'à la mort de Savimbi. A. Sakala, *Memórias de um guerrilheiro. Os últimos anos de guerra em Angola*, Lisbonne, Dom Quixote, 2005.

entrer en pourparlers avec le gouvernement. Le 4 avril suivant, un Protocole d'accord est signé à Luena, qui règle les conditions de la démilitarisation de l'Unita et ne contient aucun accord politique sur la transition vers la paix, hormis une amnistie générale pour tous les crimes commis durant la guerre⁴.

C'est donc par les armes que la paix s'est établie en Angola, et non par une véritable négociation entre belligérants. L'arrêt des combats, vital pour une population qui a particulièrement souffert dans la dernière phase de la guerre⁵, est aussi l'aboutissement de la logique d'affrontement binaire entre l'Unita et le gouvernement angolais établie dès les premières années de l'indépendance, et renforcée durant les années 1990 par la faillite de deux processus de paix (Bicesse en 1991-1992 et Lusaka en 1994⁶). Est ainsi consacrée la victoire du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, et celle du président José Eduardo dos Santos, lui-même en poste depuis la mort en 1979 du premier président de l'Angola, Agostinho Neto.

La guerre est une des principales matrices de l'histoire moderne de l'Angola. Elle est indissociable de la formation de l'État angolais postcolonial, non seulement parce que le pays est devenu indépendant au terme de quatorze ans de guerre coloniale (1961-1974), mais parce que la poursuite de la guerre après l'indépendance a marqué profondément l'économie politique des pouvoirs angolais. C'est dans et par la guerre que se sont formés et structurés les deux « blocs » armés qui se sont affrontés jusqu'en 2002 : d'une part, un État hypercentralisé et autoritaire dont la force repose sur un parti, le MPLA, courroie de transmission du pouvoir et canal d'alimentation du vaste réseau clientéliste dont la nomenclatura pétrolière constitue le cœur, sur une armée forte et expérimentée, et sur une Présidence qui s'est renforcée avec la guerre. De l'autre, un mouvement « rebelle » entièrement tourné vers la conquête du pouvoir pour lui-même et « son peuple », et qui, à la faveur de la guerre, « ethnicise » son discours et sa base sociale tout en glissant vers une gestion totalitaire⁷. Loin d'être « une chose stupide »⁸, la guerre civile en Angola a donc été au centre des stratégies d'accumulation politique et économique des deux belligérants, elle en a structuré les techniques de pouvoir et elle a pesé de tout son poids sur les relations entre pouvoirs établis et société, comme le montrait en 1995 un dossier de *Politique africaine* auquel le présent dossier fait écho⁹.

Treize ans plus tard, la situation a changé. À l'exception notable de l'enclave de Cabinda, où, malgré l'accord de paix de façade imposé par Luanda en août 2006, se poursuit un conflit larvé (voir l'article de Jean-Michel Mabeko-Tali dans le présent dossier), les armes se sont effectivement tues en Angola. Cette stabilité retrouvée a notamment permis aux personnes et aux biens de circuler à nouveau à travers le pays. L'économie angolaise, dopée par la hausse

des prix du pétrole et par une augmentation considérable de la production¹⁰, affiche des taux de croissance de plus de 20 % depuis plusieurs années, une croissance qui s'inscrit, particulièrement à Luanda, dans un nouveau paysage urbain dominé par d'imposantes tours de verre et par l'explosion du marché de l'automobile – qui est en passe de « tuer » la ville¹¹. Grâce notamment à un « partenariat pragmatique » avec la Chine qui s'est traduit par des prêts de plusieurs milliards de dollars US (sans conditionnalités démocratiques), le pays peut faire l'économie d'une reconstruction sous tutelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (voir la contribution de P. Le Billon, A. Vines et A. Malaquias dans ce dossier). Enfin, annoncées comme imminentes dès 2002 et reportées à plusieurs reprises, les deuxièmes élections (législatives) multipartites de l'histoire du pays doivent se tenir début septembre 2008.

L'Angola serait-il passé de l'archétype du conflit africain insoluble – un conflit suffisamment long pour avoir servi d'exemple paradigmatique à tous les « grands récits » des guerres africaines, de l'irrédentisme et du déterminisme ethnique aux « nouvelles guerres » de rebelles avides de pouvoir et de diamants, en passant par la *proxy war* typique de la Guerre froide – à un exemple de transition postconflit réussie ? Cette « réussite » serait-elle corroborée par le côté « exceptionnel » de l'expérience angolaise, où, en l'absence d'accord avec les institutions de Bretton Woods, les revenus pétroliers et les investissements

4. C. Messiant, « Fin de la guerre, enfin, en Angola. Vers quelle paix ? », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002, p. 183-195.

5. Sur une population totale estimée à environ 13 millions, un tiers a trouvé refuge dans les grandes villes du pays (4 millions, à Luanda, Benguela et Lobito surtout) et dans les pays voisins (0,5 million). La guerre aurait fait près d'un million de victimes, civiles et militaires confondues. Voir Human Rights Watch, *Struggling through Peace. Return and Resettlement in Angola*, août 2003.

6. Voir notamment C. Messiant, « Angola : le retour à la guerre ou l'inavouable faillite d'une intervention internationale », *L'Afrique politique*, Paris, Karthala, Cean, 1994, p. 201-229, et « MPLA et Unita : processus de paix et logique de guerre », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 40-57 ; A. Vines, *Angola Unravels: the Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, New York, Human Rights Watch, 1999.

7. Voir C. Messiant, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition, I », *Lusotopie. Enjeux Contemporains dans les Espaces Lusophones*, 1-2, 1994, p. 155-210, et « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition, II », *Lusotopie* 1995, p. 181-212.

8. C. Cramer, *Civil War is not a Stupid Thing. Accounting for Violence in Developing Countries*, Londres, Hurst, 2006.

9. « L'Angola dans la guerre », dossier coordonné par C. Messiant, *Politique africaine*, n° 57, mars 1995.

10. Avec une production d'environ 2 millions de barils par jour, l'Angola se rapproche du Nigeria, son principal concurrent subsaharien.

11. M. A. Pitcher avec A. Graham, « Cars are killing Luanda: Cronyism, consumerism and other assaults on Angola's postwar capital city », in M. J. Murray et R. A. Meyers (dir.), *Cities in Contemporary Africa*, New York, Palgrave MacMillan, 2007, p. 173-194.

étrangers financent une partie de l'effort de reconstruction en parallèle aux agences et aux ONG internationales habituellement impliquées dans de tels processus¹² ? Les élections de septembre vont-elles consacrer la « normalisation démocratique » de l'Angola ? Ces questions constituent le cœur d'un dossier dont les contributions interrogent, chacune à sa manière, la transition « à l'angolaise », et dégagent les éléments de (dis)continuité entre la guerre civile et la période actuelle dans les stratégies d'accumulation économique et politique, la gestion du pouvoir, les relations entre État et société civile, ainsi que dans le positionnement international du pays.

L'Angola dans la paix n'a rien, en effet, de la « page blanche » dont Christopher Cramer a bien montré qu'elle fausse souvent la vision des « reconstituteurs » de pays en situation de postconflit¹³, et nombre des logiques sociales et politiques qui ont alimenté la guerre sont celles qui sous-tendent aujourd'hui la transition. Mais il serait erroné d'avoir de ces continuités une vision déterministe. La paix, les élections à venir, quelles que soient leurs limites, la démilitarisation de l'Unita et sa transformation en un parti politique, forment un nouvel environnement qui exige du pouvoir un effort de reconversion de ses stratégies d'accumulation politique et économique. Formuler pour ce dossier l'hypothèse de la « reconversion autoritaire », c'est essayer de capturer l'ambivalence d'un processus de transition certes phagocyté par un pouvoir qui, en gagnant « sa » guerre, peut dicter les conditions de « sa » paix, mais que l'on ne peut réduire ni à la « restauration » d'une tradition autoritaire de l'exercice du pouvoir – celle-ci n'a jamais disparu –, ni à la simple reconduction de techniques de pouvoir et d'accumulation en vigueur durant la guerre – puisque le « jeu » démocratique, si superficiel soit-il, ouvre de nouveaux espaces de contestation, puisque les dépenses de l'effort de guerre ne pourront plus servir à excuser le sous-investissement massif de l'État dans des secteurs clé comme la santé et l'éducation, puisque le boom exceptionnel d'une économie de paix ouvre désormais de nouvelles possibilités de reproduction sociale pour l'élite en place et que la « reproduction élargie du capital angolais » (O. Vallée) ne se réduit plus à une « simple » logique rentière.

LES DYNAMIQUES DE « L'ENTRÉE EN PAIX »

Pour comprendre la transition en cours en Angola, il faut revenir sur la façon dont le pays est « entré en paix ». À partir du milieu des années 1990, alors que la guerre s'enlise et paraît interminable tant les raisons de la continuer, de part et d'autre, sont nombreuses, et tant les moyens de la mener, grâce aux diamants et au pétrole, sont importants, deux tendances se dégagent. Isolée

sur la scène internationale, « criminalisée » tant par le gouvernement angolais que par la communauté internationale, divisée entre une « aile militaire » retranchée autour de Savimbi dans ses places fortes du planalto central, Bailundo et Andulo, et une « aile politique » basée à Luanda depuis la signature du Protocole de Lusaka, l'Unita perd du terrain, moins en termes proprement militaires que d'un point de vue politique, en tant que partenaire d'une solution négociée au conflit. Face notamment à une société civile qui, Églises chrétiennes en tête, se structure pour exiger des belligérants la reprise des négociations, et qui trouve un écho au niveau international, le président dos Santos opte à la fin des années 1990 pour un règlement militaire du conflit.

Champion des « combattants de la liberté » chers à Ronald Reagan, c'est presque en chef d'État que Jonas Savimbi était reçu à la Maison blanche à la fin des années 1980, et, suite à la révocation en 1985 de l'« amendement Clark » qui interdisait la vente d'armes à l'Angola, l'effort de guerre de l'Unita a joui d'un soutien financier massif de la part des administrations Reagan et Bush père¹⁴. Au milieu des années 1990, le vent a tourné. L'administration Clinton, qui reconnaît officiellement le gouvernement angolais en 1993, est moins favorable à l'Unita que ses prédécesseurs républicains, mais c'est une conjonction de facteurs qui affaiblit la position de Savimbi et de son mouvement.

Tout d'abord, le gouvernement angolais, qui contrôle tous les puits de pétrole (*offshore* et *onshore*) s'impose peu à peu comme un partenaire incontournable dans la stratégie de diversification que suivent les États-Unis pour leur approvisionnement. Ensuite, dès 1991, le MPLA et le président investissent le répertoire de la démocratie d'une façon qui, si elle ne change rien à l'exercice réel du pouvoir, renforce leur position sur la scène internationale, malgré les accusations de corruption et de mauvaise gestion de la manne pétrolière formulées par les ONG internationales comme Human

12. Peu après la fin de la guerre, le gouvernement angolais a appelé à la tenue d'une table ronde des donateurs afin de lever des fonds pour la reconstruction du pays et de coordonner les efforts dans le domaine. Celle-ci n'a pu se tenir à ce jour, pour deux raisons : l'absence d'accord entre le FMI et le gouvernement angolais, due surtout aux réserves de Luanda face aux exigences du Fonds en matière de transparence budgétaire (et au fait que l'Angola reçoit suffisamment d'argent frais par ailleurs), et la réticence grandissante des pays donateurs à financer la reconstruction dans un pays si richement doté en ressources naturelles et où la corruption atteint des niveaux records. L'Angola est désormais l'un des pays africains qui reçoit le plus d'investissements privés. Chose nouvelle, ceux-ci ne se concentrent plus uniquement sur le secteur pétrolier.

13. C. Cramer, *Civil War...*, *op. cit.*, chapitre 7.

14. Sur la politique des États-Unis envers l'Angola, voir G. Wright, *The Destruction of a Nation. United States' Policy toward Angola since 1945*, Chicago, Pluto Press, 1997.

Rights Watch et Global Witness¹⁵. Face à l'habileté manœuvrière du MPLA sur le terrain de la démocratie, l'Unita peine à corriger son image de mouvement totalitaire et brutal. La mort de Tito Chingunji, représentant du parti aux États-Unis, tenu en haute estime à Washington, qui disparaît parce qu'il fait de l'ombre à son chef, les récits d'exécutions sommaires de militants et de leurs familles¹⁶ et la défection de deux généraux de Savimbi au moment des élections, Toni da Costa Fernandes et N'zau Puna, tous deux co-fondateurs du parti et originaires de Cabinda, viennent corroborer ces soupçons de dérive autoritaire. Enfin, la situation de l'Unita, dont l'effort de guerre est alors principalement financé par les mines de diamants qu'elle contrôle, se dégrade encore dès lors que le conflit angolais devient un étendard de la lutte contre les « diamants de sang »¹⁷, et que la « rationalité » de la lutte de Savimbi est réduite à « l'avidité » de rebelles en quête de richesses¹⁸. Avec cette campagne, qui débouche sur une série de sanctions contre l'Unita et ses responsables, le conflit angolais se « judiciarise »¹⁹, et Savimbi rompt avec ses anciens bailleurs de fonds, États-Unis en tête. Au plan militaire, son mouvement n'a dès lors d'autre option que de revenir à une stratégie de guérilla²⁰, et au plan politique, il apparaît comme de moins en moins crédible, voire légitime, pour la résolution du conflit²¹.

C'est dans ces circonstances favorables que le président angolais annonce le 5 décembre 1998, à l'occasion du congrès du MPLA, le lancement d'une « guerre pour la paix » dont l'objectif est d'« annihiler politiquement et militairement l'Unita belliciste »²². Cette annonce a été précédée par une campagne de presse sans précédent qui présente Savimbi comme un « criminel de guerre » et étend désormais cette catégorisation à toute manifestation de soutien à l'aile « belliciste » du parti, et, par extension, à toute critique à la stratégie militariste du gouvernement. Du fait de cette « criminalisation »²³, l'Unita n'est donc plus un partenaire légitime pour des négociations, et seule une issue militaire est possible.

Si le gouvernement angolais veut « en finir » avec l'Unita, c'est en partie au moins parce que, à la fin des années 1990, se structure autour des Églises chrétiennes un mouvement en faveur d'une solution négociée au conflit. Surmontant pour un temps leurs divisions²⁴, Églises protestantes et catholique unissent leurs efforts et fondent en avril 2000, en pleine guerre, un Comité inter-ecclésial pour la paix (Coiepa). Les Églises angolaises passent ainsi de la promotion d'une « culture de la paix » à une « mobilisation pour la paix », marquant ainsi « l'entrée de la société civile sur le terrain civique et politique jusqu'alors monopolisé par les belligérants et la communauté internationale »²⁵. Ce comité est d'autant plus « menaçant » pour le pouvoir qu'il obtient un certain soutien international lorsque son président, l'évêque catholique Zacarias Kamwenho

(qui dirige alors également la Conférence épiscopale d'Angola et São Tomé), reçoit en 2001 du Parlement européen le prix Sakharov des droits de l'homme. Cette nomination attire en effet l'attention sur la guerre en Angola et cautionne un discours qui s'oppose à la stratégie de Luanda²⁶. Si le gouvernement est alors, et pour cause, totalement hostile au dialogue proposé par le Coiepa, il n'en est pas de même de l'Unita, qui y voit une planche de salut alors que l'offensive des FAA, d'abord peu percutante, a réduit presque à néant sa capacité militaire, et vidé, en recourant à la tactique de la terre brûlée ainsi qu'à

15. Global Witness, *A Rude Awakening. The Role of the Oil and Banking Industries in Angola's Civil War and the Plunder of State Assets*, Londres, 1999 ; Human Rights Watch, *Some Transparency, No Accountability: the Use of Oil Revenue in Angola and its Impact on Human Rights*, 2004. Selon HRW, pas moins de 4 milliards de dollars américains auraient « disparu » des comptes de l'État entre 1997 et 2002.

16. F. Bridgland, « Savimbi et l'exercice du pouvoir : un témoignage », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 94-102.

17. Global Witness, *A Rough Trade. The Role of Companies and Governments in the Angolan Conflict*, Londres, 1998.

18. En allusion aux travaux de Paul Collier et, surtout, à la critique qu'en font R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, 2002, p. 58-69.

19. C. Messiant, « Des alliances de la Guerre froide à la juridisation du conflit angolais », in P. Hassner et R. Marchal (dir.), *Guerres et sociétés. État et violence après la Guerre froide*, Paris, Karthala, 2003, p. 491-519.

20. Voir A. Malaquias, « Angola : how to lose a guerrilla war », in M. Bøås et K. Dunn (dir.), *African Guerrillas. Raging against the Machine*, Londres, Lynne Rienner, 2007, p. 199-220.

21. Ce d'autant plus que s'est créée, en 1998, une « Unita rénovée » (Unita Renovada), sous la houlette de Eugénio Manuvakola, signataire pour l'Unita du Protocole de Lusaka, et Jorge Valentim. Si nul n'est dupe du caractère « téléguidé » de cette scission très opportune pour le pouvoir angolais, elle contribue à délégitimer « l'autre » Unita, et à légitimer le discours guerrier du gouvernement.

22. Cité in C. Messiant, « Angola : une « victoire » sans fin ? », art. cit., p. 144. Les lignes qui suivent s'inspirent largement de cet article. Sur les logiques sous-jacentes à cette dernière guerre, voir aussi C. Messiant, « Fin de la guerre, enfin... », art. cit.

23. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement angolais se fend même d'un communiqué pour déclarer son soutien au président Bush dans sa lutte contre le terrorisme, tout en précisant que, lui aussi est engagé dans cette lutte...

24. Sur les Églises chrétiennes face à la guerre en Angola, voir B. Schubert, *A guerra e as igrejas. Angola, 1961-1991*, Bâle, P. Schlettwein Publishing, 2000. Sur les racines historiques de leurs divisions face au nationalisme, voir notamment C. Messiant, 1961. *L'Angola colonial, histoire et société. Les prémisses du mouvement nationaliste*, Bâle, P. Schlettwein Publishing, 2006 ; et D. Péclard, *État colonial, missions chrétiennes et nationalisme en Angola, 1920-1975. Aux racines sociales de l'Unita*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2005.

25. C. Messiant, « Les Églises et la dernière guerre en Angola. Les voies difficiles de l'engagement pour une paix juste », *LFM. Missions et sciences sociales*, n° 13, 2003, p. 91. Souligné par l'auteur.

26. *Ibid.* Voir aussi M. G. Comerford, *The Peaceful Face of Angola. Biography of a Peace Process (1991 to 2002)*, Luanda, à compte d'auteur, 2005, ainsi que, du même auteur, « The Angolan Churches from Bicesse to the Luena Peace Agreements (1991-2002): the building of a peace agenda and the road to ecumenical dialogue », *Journal of Religion in Africa*, vol. 37, n° 4, 2007, p. 491-522.

des déplacements forcés de populations²⁷, les campagnes de ceux qui seraient susceptibles de la soutenir dans sa guérilla. La « guerre pour la paix » l'emporte et l'élan créé par le Coiepa ne dure pas, d'autant que son échec fait resurgir les tensions héritées des engagements politiques des différentes Églises.

La victoire militaire sur l'Unita est donc bien autant, voire avant tout, une victoire politique. Elle permet au MPLA de faire l'économie de négociations longues et potentiellement difficiles, dans lesquelles il lui aurait été difficile d'éviter les concessions, et qui auraient pu donner un élan nouveau à la société civile angolaise. En triomphant de son frère ennemi, le MPLA s'arroge donc surtout le droit de dicter les règles de la transition vers la paix et de contrôler strictement le processus de « démocratisation » qui l'accompagne.

UN PRÉSIDENT, SON PARTI, SON ARMÉE

Lorsqu'il annonce la reprise de la guerre en 1998, dos Santos suspend également la fonction de Premier ministre, et il se lance dans l'offensive en tant que Président de la république, chef de l'exécutif et responsable des armées. À bien des égards, la victoire des FAA sur l'Unita et l'accord de Luena sont donc une victoire personnelle pour le Président, et elles confortent encore son pouvoir, sur un plan symbolique tout d'abord : grand vainqueur de cette « guerre pour la paix », dos Santos apparaît désormais – jusque sur le dos de certains cahiers d'écolier – comme « le pacificateur » de l'Angola. Au plan politique, même si la fonction de Premier ministre est dès décembre 2002 avec la nomination à ce poste de Fernando Dias da Piedade « Nandó », c'est bien dos Santos qui préside le Conseil des ministres et garde la haute main sur les affaires²⁸. Par ailleurs, la nomination des ministres, des gouverneurs provinciaux et autres ambassadeurs passe par lui, et il dispose ainsi d'un vaste réseau de fonctions et de faveurs lui permettant de contrôler la machine clientéliste dont la manne pétrolière assure l'existence. Il est donc évident que la paix consacre l'aboutissement du long processus de concentration des pouvoirs si bien décortiqué par Christine Messiant²⁹, processus qui a permis en parallèle l'ascension d'une nomenklatura pétrolière au service et bien évidemment dépendante du pouvoir et la constitution d'un noyau dur autour du Président et des « Futungistes »³⁰, un cercle restreint de « conseillers du prince »³¹.

Autre grand vainqueur de la guerre, le MPLA en sort renforcé. L'une des principales causes de l'échec des accords de Bicesse en 1991-1992 est d'avoir transposé sur le terrain politique l'affrontement militaire entre Unita et MPLA, sans considération pour le fait qu'aucun des deux belligérants n'était prêt à perdre le scrutin de 1992, et sans tentative sérieuse de soutenir une ou des alternatives politiques en mesure de rompre la logique binaire de l'affrontement.

On l'a vu, c'est aussi cette logique qui a poussé le gouvernement angolais à opter pour une solution militaire lorsque, à la fin des années 1990, le « risque » d'une mobilisation forte de la société civile en faveur d'une paix négociée est devenu trop sérieux pour être ignoré. Avec la défaite militaire de l'Unita et son effacement politique, on est donc passé, ou revenu, d'une bipolarisation extrême à une logique d'hégémonie (mono)partisane, dans laquelle la confusion entre parti, État et administration, très forte durant la période de parti-État (1975/77-1987) et qui n'a pas cessé avec l'avènement du multipartisme au début des années 1990, est savamment entretenue. De la distribution de l'aide humanitaire dans les zones de cantonnement au sortir de la guerre (voir l'article de Justin Pearce dans ce dossier) à la célébration du cinquantenaire du parti en 2006³², à coup d'immenses affiches vantant « 50 années au service du peuple angolais », l'enjeu est de mettre l'effort de pacification et de reconstruction au crédit du seul MPLA et de son président, alors qu'en parallèle, le contrôle du pouvoir sur la redistribution des ressources de l'État est tel que ceux qui, cadres moyens, techniciens, juristes, sont indispensables à l'appareil d'État, accèdent à une palette très vaste de biens et services de base en activant des réseaux clientélistes plutôt qu'en revendiquant des droits³³. La situation exceptionnelle des finances angolaises, dopées par les cours du pétrole, et les réserves qui s'accumulent grâce à l'écart entre le prix budgété du baril de

27. Sur la tragédie humanitaire de la dernière guerre et sur la façon dont les civils ont été utilisés par les deux camps, voir les témoignages recueillis dans Médecins sans frontières, *Angola. Une population sacrifiée*, 2002.

28. N. Vidal, « The Angolan regime and the move to multiparty politics », in P. Chabal et N. Vidal (dir.), *Angola. The Weight of History*, Londres, Hurst, 2007, p. 150.

29. C. Messiant, « Angola : les voies de l'ethnisation et de la décomposition, I et II », art. cit.

30. Dérivé du Futungo de Belas, le nom du palais situé au sud de Luanda dans lequel s'est retirée la Présidence angolaise peu après l'indépendance. Voir à ce sujet l'article d'O. Vallée dans ce dossier.

31. On peut imaginer que ceci n'est pas près de changer : en juillet 2005, le Tribunal suprême a décidé de ne pas tenir compte des années que dos Santos (né en 1940) a passées à la tête de l'État depuis son élection tronquée en 1992 (justement parce que, le deuxième tour du scrutin n'ayant jamais pu avoir lieu, il était devenu Président « par défaut »), ce qui l'autorise à se représenter, dès le prochain scrutin présidentiel prévu pour 2009, pour un maximum de trois mandats de cinq années chacun (le maximum fixé par la nouvelle loi électorale de 2004).

32. Sur les controverses au sujet de la date de fondation du MPLA, qui n'apparaît, en tant que tel, qu'en 1960 et pas, comme le veut sa propre mythologie, en 1956, voir C. Messiant, « « Chez nous, même le passé est imprévisible » : l'expérience d'une recherche sur le nationalisme angolais, et particulièrement le MPLA : sources, critique, besoins actuels de la recherche », *Lusotopie* 1998, p. 157-197.

33. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo sem transição para a democracia », in N. Vidal et J. Pinto de Andrade (dir.), *O processo de transição para o multipartidarismo em Angola*, Lisbonne, Firmamento, 2006, p. 147.

pétrole et son prix réel³⁴, laisse penser que le système clientéliste du MPLA a encore de beaux jours devant lui. En 2006, le gouvernement angolais annonçait d'ailleurs qu'il s'apprêtait à créer quelque 5 000 nouveaux postes dans l'administration publique³⁵.

Au contrôle sur le parti s'ajoute, bien entendu, celui sur l'armée et les services de sécurité. La victoire de 2002, a renforcé encore le poids de l'armée dans l'appareil du pouvoir et dans la stratégie d'expansion régionale du pays (voir l'article de P. Le Billon, A. Vines et A. Malaquias). Le Protocole de Luena, qui a confirmé les dispositions prises au moment du Protocole de Lusaka en 1994, a par ailleurs permis aux FAA de n'intégrer qu'un nombre très restreint de soldats et d'officiers de l'Unita : fin 2003, environ 105 000 soldats de l'Unita avaient été démobilisés, alors que seuls 5 000 soldats et 18 généraux étaient intégrés dans les FAA, une quarantaine de généraux rejoignant, eux, les forces de police³⁶. Ainsi, l'armée et les forces de police restent encore « fortement politisées »³⁷. De plus, l'accord de Luena n'a pas débouché sur un programme organisé et contrôlé de désarmement des civils qui avaient été armés durant les années 1990, notamment à Luanda et dans les villes sous contrôle du gouvernement, et il est très difficile de savoir combien d'armes circulent encore dans la population³⁸. Les efforts fournis par le gouvernement dans ce domaine peuvent alors être mis en scène en fonction d'intérêts partisans venant conforter l'image « pacificatrice » du Président et de son parti (voir l'article de J. Pearce dans ce numéro) – alors même que celui-ci rechigne à abolir officiellement l'Organisation de défense civile (ODC), une milice très proche du pouvoir que l'Unita, entre autres, a régulièrement accusée d'actes d'intimidation à son encontre.

Du fait de l'importance de la guerre dans l'histoire angolaise, l'armée a toujours été un lieu important d'accumulation de pouvoir politique et économique. Son succès de 2002 n'a fait que confirmer cette tendance, et les anciens généraux des FAA sont devenus des acteurs économiques importants. Depuis le milieu des années 1990, ils ont d'abord été parmi les principaux bénéficiaires de la privatisation des services de sécurité³⁹, notamment dans le secteur de la production de diamants, prenant ainsi une part active à la « reproduction élargie » du capital angolais dont parle ici Olivier Vallée. Depuis la fin du conflit, ils sont également impliqués dans l'effort de reconstruction des infrastructures du pays. Ainsi, le général Helder Vieira Dias « Kopelipa », chef des Affaires militaires auprès de la présidence et homme fort du régime, surtout depuis la chute de l'ancien responsable des services de sécurité, le général Fernando Miala, dirige par ailleurs le Cabinet de reconstruction nationale, l'organe créé pour gérer et investir les sept milliards de dollars US prêtés à ce jour par la Chine. Les fortunes construites durant les années 1990

ont également permis à certains anciens généraux de se reconvertir de différentes manières dans l'économie angolaise. Souvent bénéficiaires des politiques de privatisation des fermes d'État mise en place dans les années 1990, ils peuvent désormais, à la faveur de la paix, investir dans l'agriculture commerciale, sur laquelle repose en grande partie la stratégie de développement rural du gouvernement angolais⁴⁰. Ils sont aussi derrière nombre de projets immobiliers, notamment dans certaines villes de l'intérieur comme Bailundo.

LE « MOUVEMENT SPONTANÉ » DES CONTREPOUVOIRS

La question de l'autonomie de la société civile se pose avec une acuité particulière en Angola depuis 2002, et la manière dont le gouvernement négocie sa relation avec elle est aussi révélatrice des dynamiques de la transition. C'est grâce à la libéralisation politique du début des années 1990 (la loi autorisant la constitution d'associations date de 1991) que s'est structurée et institutionnalisée la société civile. En 2001, on dénombrait dans le pays plus de 350 ONG nationales et 95 ONG internationales, sans compter un nombre important d'associations communautaires non officiellement répertoriées et reconnues⁴¹. Pour le pouvoir, l'enjeu, dès leur apparition et encore plus dans la période actuelle, est double. D'une part, l'existence d'une société civile fait partie des gages à donner pour que soit reconnue, au niveau international, la « normalisation » de l'Angola, et les ONG, internationales surtout, sont indispensables par leur contribution à la lutte contre la pauvreté, à la fourniture de services (en matière de santé notamment) et d'appui aux populations rurales, des secteurs dans lequel l'État angolais continue de sous-investir malgré la fin de la guerre⁴². Mais d'autre part, les gages de respectabilité internationale

34. Sans compter le fait qu'une bonne partie des revenus du pétrole échappe au budget.

35. N. Vidal, « The Angolan regime... », art. cit., p. 149.

36. Voir J. Gomes Porto, C. Alden et I. Parsons, *From Soldiers to Citizens. Demilitarization of Conflict and Society*, Aldershot, Ashgate, 2007, chapitre 2 ; A. Vines et B. Oruitemeka, « Bullets to ballots: the reintegration of Unita in Angola », *Conflict, Security and Development*, vol. 8, n° 2, 2008, p. 263.

37. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo... », art. cit., p. 148-149.

38. A. Vines et B. Oruitemeka, « Bullets to ballots... », art. cit., p. 252-253.

39. Voir L. Rimli, « Case study: Angola », in U. Joras et A. Schuster (dir.), *Private Security Companies and Local Populations: An Exploratory Study of Afghanistan and Angola*, Berne, Swisspeace, 2008, p. 38-60.

40. La question de la terre, enjeu crucial, est encore peu étudiée. Voir toutefois F. Pacheco, « The land issue in the context of peacebuilding: development or conflict? », *Accord*, n° 15, 2004, p. 44-47.

41. I. Tvedten, « La scène angolaise: limites et potentiel des ONG », *Lusotopie*, n° 1, 2002, p. 171.

42. N. Vidal, « Social neglect and the emergence of civil society », in P. Chabal et N. Vidal (dir.), *Angola. The Weight of History*, Londres, Hurst, 2007, p. 200-235.

et la « décharge »⁴³ en matière de développement ne doivent pas signifier une prise d'autonomie trop grande, ni une perte de contrôle de la part du pouvoir⁴⁴. À cet égard, la stratégie du gouvernement angolais suit deux axes.

Dans la perspective des élections, le MPLA doit reprendre contact avec « sa base », notamment dans les zones rurales dont certaines ont été longtemps sous contrôle de l'Unita, mais également dans les bidonvilles des grandes agglomérations où vit désormais une proportion très importante de la population. Si cette tâche incombe en premier lieu au parti lui-même et si celui-ci s'est en partie réorganisé dans ce but⁴⁵, la « société civile » a également son rôle à jouer. Ainsi, les organisations de masse de l'ancien parti unique comme l'Organisation de la femme angolaise (OMA, *Organisação da mulher angolana*) ou la jeunesse du MPLA (JMPLA) continuent de jouer un rôle important. Dès la fin de la guerre, une nouvelle organisation de masse est même apparue, le Mouvement national spontané (*Movimento nacional espontâneo*), dont le nom même est déjà tout un programme, et dont le rôle consiste « à soutenir et promouvoir l'Angola » dans « les domaines les plus divers »⁴⁶. Très proche du Président, le Mouvement spontané a des branches dans la plupart des provinces de l'Angola, et même à l'étranger⁴⁷. L'apparition d'une nouvelle génération « spontanée » ou la réactivation d'une ancienne font partie d'une stratégie d'intervention directe de la part non seulement du MPLA mais également du président lui-même qui vise à la constitution de « sa propre "société civile" »⁴⁸, dont la Fondation Eduardo dos Santos (Fesa) reste l'exemple le plus paradigmatique⁴⁹, mais à laquelle on pourrait ajouter le Lwini Social Solidarity Fund de la Première dame⁵⁰. Grâce leur assiette financière très large, des fondations de ce genre peuvent financer de manière « privée » les domaines où l'État n'investit pas, et tenter également, par un jeu subtil de captation du marché de la subvention, notamment dans le domaine de la culture voire de la recherche, de contrôler la production intellectuelle dans le pays.

Le deuxième axe de la stratégie du gouvernement angolais par rapport à la société civile est, de façon plus classique, de l'ordre du contrôle. Celui-ci s'exerce de différentes manières. Ainsi, en 2006, l'Unité technique de coordination de l'aide humanitaire (UTCAH), l'organe auprès duquel toute ONG (nationale ou internationale) doit être accréditée, a annoncé qu'elle allait restreindre les critères de reconnaissance des ONG, instaurer un suivi beaucoup plus serré de leurs activités, et surtout ne plus accepter que des organisations dites de développement aient une activité à teneur « politique », un certain flou étant volontairement maintenu autour de cette notion. Même si les effets de cette décision sont encore difficiles à évaluer, elle laisse entrevoir un durcissement des positions à l'approche des élections, ce qu'est venu confirmer la fermeture par l'Onu, fin mai 2008, de son bureau des droits de l'homme, faute

d'accord avec le gouvernement sur son cahier des charges. L'analyse que fait Jean-Michel Mabeko Tali dans ce dossier de la « question cabindaise » dans le processus de transition en Angola montre une autre facette de cette volonté de contrôle qui s'exprime par un mélange de répression (interdiction de l'association Mpabalanda, arrestations de journalistes et d'activistes, entre autres) et de « diplomatie de cooptation », avec l'accord de paix de Namibe signé en 2006. Et les négociations qui se nouent, autour du schisme de l'Église kimbanguiste qu'analysent ici R. Sarro, R. Blanes et F. Viegas, sur la mémoire et l'identité du peuple bakongo témoignent également de la volonté hégémonique du pouvoir angolais sur la « société civile » – et de ses limites.

LES NON-DITS DE LA « NORMALISATION DÉMOCRATIQUE »

Dans un contexte où le MPLA, vainqueur d'une longue guerre civile, a les moyens politiques, militaires et financiers de dicter les règles du jeu « démocratique » tout en s'appropriant à la fois les mérites du retour à la paix et ceux de la reconstruction des infrastructures, il est difficile d'imaginer comment les élections législatives de septembre 2008 pourraient lui échapper, tant sa domination sur le système politique est évidente derrière le vernis du multipartisme. Sa tâche est facilitée par les faiblesses d'une opposition divisée en une centaine de partis officiellement reconnus – même si tous ne seront pas en mesure de concourir aux élections et qu'une minorité d'entre eux ont une véritable activité politique⁵¹. Au-delà de leur éclatement, la plupart des partis politiques angolais n'ont ni les moyens financiers de mener une véritable

43. B. Hibou, « La "décharge", nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 6-15.

44. B. Lachartre, « Angola : les fronts de la société civile face à la guerre », *Lusotopie*, n° 1, 2002, p. 189-208.

45. N. Vidal, « The Angolan regime... », art. cit.

46. AngolaPress (Angop), « Zaire : membros do Secretariado do Movimento Espontâneo tomam posse sábado », 6 juin 2008.

47. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo... », art. cit., p. 151.

48. *Ibid.*, p. 152.

49. C. Messiant, « La Fondation Eduardo dos Santos (Fesa). À propos de l'investissement de la société civile par le pouvoir angolais », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 82-102.

50. La Première dame s'est vue décerner, le 8 mars 2008, par le président du Comité international olympique Jacques Rogge, le prix « Africa Women and Sports » pour les efforts de sa fondation dans la promotion du sport handicap en Angola. Voir Angop, « President dos Santos at 2008 Women and Sports Prize presentation gala », 20 mars 2008. Sur la problématique, voir le dossier dirigé par C. Messiant et R. Marchal, « Premières dames en Afrique », *Politique africaine*, n° 95, octobre 2004.

51. N. Vidal, « The Angolan regime... », art. cit., p. 150.

campagne électorale, ni, souvent, les cadres ou l'expérience nécessaires⁵². L'Unita, quant à elle, même si elle a réussi à conserver son unité sous la houlette d'Isaías Samakuva est, comme le dit ici Justin Pearce « à la recherche de son peuple », et elle semble ne pas savoir sur quel mode faire campagne.

Il faut dire aussi que l'activité des partis d'opposition se fait, surtout en dehors de Luanda, en régime de liberté (très) surveillée – lorsqu'elle n'est pas pour ainsi dire impossible, comme à Cabinda. La JMPLA et l'ODC ont fait l'objet de nombreuses plaintes des partis d'opposition pour des actes d'intimidation (drapeaux brûlés, menaces personnelles) ou de violence (bureaux détruits, passages à tabac), sans que, la plupart du temps, les enquêtes à ce sujet soient menées à terme. Et le meurtre en juillet 2004 à Luanda de M'Fulupinga Landu Victor, leader emblématique d'un petit parti d'opposition, est inexplicable à ce jour. Quel que soit le rôle de l'État ou du MPLA dans ces exactions, elles témoignent à la fois de la grande tension qui règne en période électorale et d'une certaine culture de l'impunité qui est, bien sûr, à l'avantage du parti au pouvoir. L'absence d'une presse libre en dehors de l'îlot de liberté démocratique que représente Luanda à ce niveau vient compliquer encore la tâche de l'opposition⁵³.

Enfin, à ces différents éléments s'ajoute encore le fait que l'organe de contrôle et de supervision des élections, la Commission nationale électorale (CNE) n'a pas échappé à la volonté hégémonique du gouvernement, puisque huit de ses onze membres lui sont directement ou indirectement soumis, et qu'un schéma identique se reproduit au niveau des commissions provinciales⁵⁴. Dans ces conditions, les élections s'apparentent peut-être bien à « une partie de football avec dix joueurs de champ contre un gardien de but⁵⁵ », l'enjeu principal étant de savoir si le MPLA arrivera à obtenir la majorité des deux tiers dont il aurait besoin, entre autres, pour faire passer son projet de révision constitutionnelle qui renforcerait encore la centralisation du pouvoir.

Dans le dernier article qu'elle rédigea, Christine Messiant notait qu'il était « impossible de conclure en disant que le système politique angolais [était] démocratique et de se contenter [...] de l'argument selon lequel cette démocratie [était] "encore jeune" ». Elle ajoutait, dans un style dont elle avait le secret, que ce que l'on pouvait observer, c'était :

« la reconversion d'un pouvoir dictatorial de parti unique en pouvoir hégémonique autoritaire adapté au multipartisme, mais dans lequel la démocratie et la légalité sont à la fois utilisées et ignorées, contournées et violées à l'intérieur de et par un système politique réel, une économie politique qui [...] assure la domination d'une oligarchie liée par son cordon ombilical à un pouvoir arbitraire et prédateur dont la légitimité – à la fois réelle et délibérément élaborée et construite – est de nature clientéliste, et pas démocratique⁵⁶ ».

Les contributions réunies dans ce dossier ne contredisent en rien cette analyse. Mais, avec l'hypothèse de la « reconversion autoritaire » telle que nous l'avons formulée plus haut, elles suggèrent aussi que de nouveaux espaces politiques s'ouvrent et, avec eux, de nouveaux champs de recherche qui devraient permettre de comprendre comment se négocie, dans les interstices de la transition, la relation entre le « pouvoir hégémonique autoritaire adapté au multipartisme » qu'exerce le MPLA et celles et ceux sur qui il s'exerce : comment, concrètement, se redéploie l'État dans les zones longtemps sous contrôle de l'Unita ? Comment se gère l'accès à la terre ? Quelles sont les stratégies des élites locales face à la démocratisation ? Sont-elles en mesure de s'approprier ce nouveau répertoire pour faire passer leurs intérêts notamment en termes de décentralisation des pouvoirs⁵⁷ ? Que reste-t-il de l'économie morale de guerre des deux anciens belligérants ? Comment s'articule-t-elle avec la paix ?

Espérons que la paix et la stabilité retrouvées permettront le développement de telles recherches en Angola, qui font à ce jour particulièrement défaut au niveau local. Espérons aussi que ces recherches sauront s'inspirer des travaux de Christine Messiant, tant pour leur contribution à la réflexion théorique sur la sociologie des conflits que pour leur apport à notre compréhension de l'histoire récente de l'Angola. Espérons enfin et surtout que ces recherches sauront s'inspirer de la rigueur scientifique et de l'engagement politique et humain de cette « grande dame⁵⁸ », ainsi que de son aversion pour les vérités toutes faites

52. À l'exception peut-être, en ce qui concerne l'expérience politique, des partis présents à l'Assemblée et, pour ce qui est des cadres, de quelques petits partis, dont le Front pour la démocratie (FpD), parti constitué autour d'un noyau d'intellectuels, anciens du MPLA, parfois membres des mouvements de contestation que le parti a connus (et réprimés) dans les années 1970, et déçus par sa dérive « nomenklaturiste » et autoritaire.

53. Voir par exemple Human Rights Watch, *Unfinished Democracy. Media and Political Freedom in Angola*, juillet 2004.

54. Des onze membres de la CNE, trois ont été nommés par le MPLA, deux par le Président, un par le Tribunal suprême, un par le ministère de la Communication sociale, et un par le ministère de l'Administration du territoire, les trois autres étant nommés par l'Unita (deux) et un autre parti d'opposition. Sur les commissions provinciales, voir N. Vidal, « The Angolan regime », art. cit., p. 147.

55. J'emprunte cette expression à J. Schubert, « *Dez jogadores contra um guarda-rede* ». *Angola: The Dynamics of State and Civil Society 2002-2007*, mémoire de Master, université de Bâle, 2007.

56. C. Messiant, « Transição para o multipartidarismo... », art. cit., p. 160.

57. Voir à ce propos la recherche doctorale en cours d'Inge Ruigrock à l'Université libre d'Amsterdam sur « Negotiating governance: politics, decentralisation, and cultural ideology in post-war Angola ».

58. Voir N. Pestana, « Christine Messiant: "Une grande dame!" (1947-2006) », *Lusotopie*, n° 1, 2006, p. 1-4, ainsi que l'article de la poétesse angolaise Ana Paula Tavares : « Morreu "a maior especialista sobre Angola" », *O Público* (Lisbonne), 6 janvier 2006.

et autres fausses évidences – elle n’hésitait pas à rappeler à Luanda, devant une salle comble, en pleine controverse sur la date de fondation du MPLA et donc, par extension, sur la paternité des événements fondateurs du nationalisme angolais, qu’« en Angola, même le passé est imprévisible⁵⁹ » ■

Didier Péclard

swisspeace, Berne

National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South

59. C. Messiant, « “Chez nous, même le passé est imprévisible”... », art. cit..

OLIVIER VALLÉE

DU PALAIS AUX BANQUES : LA REPRODUCTION ÉLARGIE DU CAPITAL INDIGÈNE EN ANGOLA

LE POUVOIR PRÉSIDENTIEL ANGOLAIS EST SOUVENT PERÇU COMME L'EXPRESSION D'UNE OLIGARCHIE BASÉE SUR L'ACCUMULATION DES REVENUS PÉTROLIERS. CETTE VISION DATE DE L'ÉPOQUE OÙ JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS VIVAIT DANS SON PALAIS DE FUTUNGO DE BELAS. À L'INDÉPENDANCE, LE PAYS ÉTAIT DÉJÀ ÉPUISE PAR LA GUERRE, MAIS SURTOUT PAR DES SIÈCLES D'UN MERCANTILISME BRUTAL. CES DERNIÈRES ANNÉES EST APPARUE UNE GESTION TECHNOCRATIQUE DE LA RENTE, EN ARTICULATION AVEC UN CAPITALISME FINANCIER. ON PEUT LA RELIER À L'EXTRAVERSION ADAPTATIVE DE L'ESPRIT DU CAPITAL ANGOLAIS. LE DÉFI POUR LE POUVOIR EST À PRÉSENT D'ÉVITER UN ÉCLAT ENTRE LES GROUPES EN PRÉSENCE LORS DE LA RÉINJECTION DES CAPITAUX DANS LA RECONSTRUCTION, NON PAS D'UN MYTHE, MAIS DE MAISONS ET DE ROUTES AVANT LES PROCHAINES ÉLECTIONS DE 2008.

Les évolutions de l'économie politique de l'accumulation sont souvent marquées par de grands dilemmes, comme l'illustre déjà une précédente livraison de *Politique africaine* consacrée à « l'Angola dans la guerre », où l'on oscillait entre la décomposition de la formation sociale angolaise et la reconversion, par la privatisation, de la nomenklatura pétrolière¹. Ce paradigme tient en partie au fait que l'organisation du pouvoir paraît commander les contours de ces mutations socio-économiques. Dans cette grille politique, la fenêtre d'opportunité ouverte par des élections comme celles de 1992 aura été une

1. M. Ennes Ferreira, « La reconversion économique de la nomenklatura pétrolière », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, p. 11-26.